

ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DE LA REUNION

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2022

ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DE LA REUNION

Association

Siege social : 5 rue André Lardy – Bâtiment La Turbine – Quartier d'affaire de la Mare – 97438 SAINTE MARIE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

Aux membres de l'Assemblée Générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment en ce qui concerne les subventions comptabilisées et leur utilisation.

Compte tenu des dépenses engagées sur l'exercice, correspondant aux critères d'éligibilité mentionnées dans les différentes conventions, une provision pour risques et charges de 691,5 KEUR a été enregistrée pour couvrir le risque de reversement au titre de l'exercice 2022.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au président d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le conseil d'administration, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par le conseil d'administration de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

À Saint-Denis, le 9 mai 2023

Le Commissaire aux comptes :



EXA
SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
Franck LOUSSOUARN

BILAN ACTIF

| ACTIF | | Exercice N 31/12/2022 12 | | | Exercice N-1 31/12/2021 12 | Ecart N / N-1 | |
|---------------------------|--|-----------------------------|------------------------------------|-----------|-------------------------------|---------------|--------|
| | | Brut | Amortissements et Provisions | Net | Net | Euros | % |
| ACTIF IMMOBILISE | Immobilisations incorporelles | | | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | | | |
| | Frais de recherche et de développement | | | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | | | |
| | Concessions, brevets, licences, marques... | | | | | | |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | | |
| | Immobilisations corporelles | | | | | | |
| | Terrains | | | | | | |
| | Constructions | 5 374 | 4 399 | 975 | 1 509 | 534 | 35.38 |
| | Installations techniques Matériel et outillage | 363 274 | 280 541 | 82 733 | 44 374 | 38 359 | 86.44 |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | | |
| | <i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i> | | | | | | |
| | Immobilisations financières (1) | | | | | | |
| | Participations et Créances rattachées | | | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | | | |
| | Prêts | | | | | | |
| | Autres | 71 382 | | 71 382 | 71 382 | | |
| | Total I | 440 030 | 284 940 | 155 090 | 117 265 | 37 825 | 32.26 |
| ACTIF CIRCULANT | Stocks et en cours | | | | | | |
| | Créances (2) | | | | | | |
| | Créances clients, usagers et comptes rattachés | 173 | | 173 | 173 | | |
| | Créances reçues par legs ou donations | | | | | | |
| | Autres | 1 719 248 | | 1 719 248 | 1 119 249 | 599 999 | 53.61 |
| | Valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| | Instruments de trésorerie | | | | | | |
| | Disponibilités | 1 053 720 | | 1 053 720 | 1 233 098 | 179 378 | 14.55 |
| | Charges constatées d'avance (2) | 110 672 | | 110 672 | 43 576 | 67 096 | 153.98 |
| | Total II | 2 883 813 | | 2 883 813 | 2 396 095 | 487 717 | 20.35 |
| Comptes de Régularisation | Frais d'émission des emprunts (III) | | | | | | |
| | Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | | | |
| | Ecart de conversion actif (V) | | | | | | |
| | TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI) | 3 323 843 | 284 940 | 3 038 902 | 2 513 360 | 525 542 | 20.91 |

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

| PASSIF | | Exercice N 31/12/2022 12 | Exercice N-1 31/12/2021 12 | Ecart N / N-1 | |
|---------------|--|-----------------------------|-------------------------------|---------------|--------|
| | | | | Euros | % |
| FONDS PROPRES | Fonds propres | | | | |
| | Fonds propres sans droit de reprise : | | | | |
| | Fonds propres statutaires | | | | |
| | Fonds propres complémentaires | | | | |
| | Fonds propres avec droit de reprise : | | | | |
| | Fonds statutaires | | | | |
| | Fonds propres complémentaires | | | | |
| | Ecarts de réévaluation | | | | |
| | Réserves : | | | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | | | |
| | Réserves pour projet de l'entité | 400 000 | 400 000 | | |
| | Autres | | | | |
| | Report à nouveau | 83 943 | 42 363 | 41 580 | 98.15 |
| | Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits) | 13 309 | 41 580 | 28 271 | 67.99 |
| | Situation nette (sous total) | 497 252 | 483 943 | 13 309 | 2.75 |
| | Fonds propres consommables | | | | |
| | Subventions d'investissement | 74 633 | 20 000 | 54 633 | 273.17 |
| | Provisions réglementées | | | | |
| | Total I | 571 885 | 503 943 | 67 942 | 13.48 |
| FONDS DÉDIÉS | Fonds reportés liés aux legs ou donations | | | | |
| | Fonds dédiés | | | | |
| | Total II | | | | |
| PROVISIONS | Provisions pour risques | 1 569 405 | 1 273 079 | 296 327 | 23.28 |
| | Provisions pour charges | | | | |
| | Total III | 1 569 405 | 1 273 079 | 296 327 | 23.28 |
| DETTES (1) | Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | 487 | 487 | | |
| | Emprunts et dettes financières diverses | | | | |
| | Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 266 790 | 76 368 | 190 421 | 249.35 |
| | Dettes des legs ou donations | | | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 325 579 | 364 466 | 38 887 | 10.67 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| | Autres dettes | 304 757 | 289 255 | 15 502 | 5.36 |
| | Instruments de trésorerie | | | | |
| | Produits constatés d'avance | | 5 763 | 5 763 | 100.00 |
| | Total IV | 897 612 | 736 339 | 161 273 | 21.90 |
| | Ecarts de conversion passif (V) | | | | |
| | TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 3 038 902 | 2 513 360 | 525 542 | 20.91 |

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|------------|----|--------------|----|---------------|--------|
| | 31/12/2022 | 12 | 31/12/2021 | 12 | Euros | % |
| Produits d'exploitation (1) | | | | | | |
| Cotisations | | | | | | |
| Ventes de biens et services | | | | | | |
| Ventes de biens | | | | | | |
| Ventes de dons en nature | | | | | | |
| Ventes de prestations de service | | | 600 | | 600 | 100.00 |
| Parrainages | | | | | | |
| Produits de tiers financeurs | | | | | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 3 432 756 | | 3 032 033 | | 400 723 | 13.22 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | | | |
| Dons manuels | | | | | | |
| Mécénats | | | | | | |
| Legs, donations et assurances-vie | | | 13 364 | | 13 364 | 100.00 |
| Contributions financières | | | | | | |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | | | 17 731 | | 17 731 | 100.00 |
| Utilisations des fonds dédiés | | | | | | |
| Autres produits | 227 | | 128 | | 98 | 76.72 |
| Total I | 3 432 982 | | 3 063 856 | | 369 126 | 12.05 |
| Charges d'exploitation (2) | | | | | | |
| Achats de marchandises | | | | | | |
| Variation de stock | | | | | | |
| Autres achats et charges externes | 817 195 | | 717 726 | | 99 469 | 13.86 |
| Aides financières | | | | | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 68 289 | | 67 856 | | 433 | 0.64 |
| Salaires et traitements | 1 487 678 | | 1 498 243 | | 10 565 | 0.71 |
| Charges sociales | 552 352 | | 570 979 | | 18 627 | 3.26 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 23 124 | | 25 435 | | 2 311 | 9.09 |
| Dotations aux provisions | 691 534 | | 140 542 | | 550 992 | 392.05 |
| Reports en fonds dédiés | | | | | | |
| Autres charges | 24 727 | | 27 409 | | 2 681 | 9.78 |
| Total II | 3 664 900 | | 3 048 190 | | 616 710 | 20.23 |
| 1 - Résultat d'exploitation (I-II) | 231 918 | | 15 666 | | 247 584 | NS |

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart N / N-1 | |
|---|---------------|---------------|---------------|--------|
| | 31/12/2022 12 | 31/12/2021 12 | Euros | % |
| Produits financiers | | | | |
| De participation | | | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | 1 699 | 270 | 1 429 | 529.35 |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | | |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge | | | | |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| Total III | 1 699 | 270 | 1 429 | 529.35 |
| Charges financières | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | | |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| Total IV | | | | |
| 2. Résultat financier (III-IV) | 1 699 | 270 | 1 429 | 529.35 |
| 3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV) | 230 218 | 15 936 | 246 155 | NS |
| Produits exceptionnels | | | | |
| Sur opérations de gestion | 49 560 | 4 000 | 45 560 | NS |
| Sur opérations en capital | 1 922 | | 1 922 | |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | 395 207 | 85 000 | 310 207 | 364.95 |
| Total V | 446 689 | 89 000 | 357 689 | 401.90 |
| Charges exceptionnelles | | | | |
| Sur opérations de gestion | 203 162 | 63 356 | 139 805 | 220.66 |
| Sur opérations en capital | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | | | |
| Total VI | 203 162 | 63 356 | 139 805 | 220.66 |
| 4. Résultat exceptionnel (V-VI) | 243 527 | 25 644 | 217 884 | 849.67 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | | | | |
| Total des produits (I+III+V) | 3 881 371 | 3 153 126 | 728 245 | 23.10 |
| Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII) | 3 868 062 | 3 111 546 | 756 516 | 24.31 |
| 5. EXCEDENT OU DEFICIT | 13 309 | 41 580 | 28 271 | 67.99 |

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2022

ÉCOLE DE LA 2ÈME CHANCE DE LA
RÉUNION

Comptes annuels annexes au rapport
du commissaire aux comptes

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| 1 Principes et méthodes comptables | 3 |
| 2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat | 3 |
| 2.1 Actif immobilisé | 4 |
| 2.1.1 État des immobilisations | 5 |
| 2.1.2 États des amortissements | 6 |
| 2.2 Actif circulant | 6 |
| 2.3 Fonds associatifs | 7 |
| 2.3.1 Résultat de l'exercice | 7 |
| 2.3.2 Réserves et report à nouveau | 7 |
| 2.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs | 8 |
| 2.4.1 Provisions pour reversement d'une subvention | |
| 2.4.2 Fonds dédiés | |
| 2.4.3 Dettes | 9 |
| 2.4.4 Faits marquants | |
| 2.5 Compte de résultat | 10 |
| 2.5.1 Ventilation des produits d'exploitation | 10 |
| 2.5.2 Ventilation des charges d'exploitation | 11 |
| 2.5.3 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits | 11 |
| 3 Informations relatives à la fiscalité | 12 |
| 3.1 Impôt sur les bénéfices | 12 |
| 3.1.1 Ventilation de l'origine de l'IS | 12 |
| 4 Informations diverses | |
| 4.1 Contributions volontaires | 12 |
| 4.2 Effectif au 31/12/2022 | 13 |
| 4.3 Rémunérations des principaux cadres dirigeants | 13 |
| 4.5 Procédures encourues en 2022 | 13 |
| 4.6 Litiges en cours à la date de clôture | 13 |

Préambule

L'Ecole de la Deuxième Chance de la Réunion est une solution d'insertion sociale et professionnelle pour les jeunes très éloignés de l'emploi.

L'action de cette école a pour principal objectif d'offrir aux jeunes réunionnais très éloignés de l'emploi, la possibilité de construire un projet professionnel concret, par le biais d'un accompagnement pédagogique, social et professionnel totalement individualisé, en lien étroit avec le monde de l'entreprise.

La pertinence et l'efficacité de l'E2CR s'appuient sur :

- La prise en compte de chaque jeune dans son intégralité avec le soutien d'un animateur social dans la résolution des problèmes sociaux individuels (financiers, familiaux, médicaux...);

Une pédagogie différenciée (individualisée) par laquelle chaque jeune progresse à son rythme dans un groupe classe à effectif restreint (15 jeunes maximum) ;

Une pédagogie de contrat (contrats d'engagement, conventions, contrats d'objectifs...) visant à rendre responsable et autonome chacun des stagiaires ;

Une remise à niveau en Français, Mathématiques et Informatique qui s'ajuste au niveau de chacun ;

Une approche par compétences qui se veut centrée sur « l'expérience » des stagiaires, qu'elle soit antérieure ou propre au parcours E2C.

Un lien direct avec le monde professionnel qui s'amplifie et se solidifie tout au long d'un parcours pédagogique composé de 4 étapes (pour une durée totale théorique de 1 an) ;

Un système d'alternance efficace dans lequel les jeunes de l'E2CR s'adaptent au tissu économique local, à l'offre proposée par les entreprises et non l'inverse ;

Un parcours pédagogique favorisant l'émergence d'un projet professionnel réaliste et directement concrétisable ;

L'utilisation de ressources artistiques, culturelles et sportives permettant à chacun de travailler sur des compétences socioprofessionnelles transposables au monde du travail.

1 Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du plan comptable des entités du secteur non lucratif répondant aux dispositions prévues dans le règlement de l'ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels de ces entités.

Changement de méthode

Néant

Annexe aux comptes annuels
Traitement comptable des subventions d'investissement :

Le nouveau règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 supprime le traitement comptable spécifique au secteur associatif des subventions d'investissements. Les dispositions du PCG s'appliquent désormais en ne faisant plus de distinction entre les subventions d'investissement selon qu'elles financent des biens renouvelables ou non par l'association.

Ainsi et conformément aux recommandations du règlement ANC N°2018-06, le solde du compte 1026 subventions d'investissement sur biens renouvelables d'un montant de **390 270,03 €** correspondant à des immobilisations totalement amorties, a été transféré au 31/12/2020 au compte 110 Report à nouveau.

2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, comprenant le prix d'achat et les frais d'accessoires.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée moyenne de vie prévue, à savoir :

- Installations générales – aménagements des constructions : 6 ans
- Matériel industriel : 4 ans
- Installations générales – aménagements divers : 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier : 4 ans

2.1.1 État des immobilisations

| Immobilisations | | Valeur brute début (A) | Augmentations (B) | Diminutions (C) | | Valeur brute fin (D) |
|----------------------------------|--|------------------------------|----------------------|-----------------|-----------|-------------------------|
| | | | | Sorties | Virements | |
| Immobilisations incorporelles | Frais d'établissement Total I | - | - | - | - | - |
| | Autres immobilisations incorporelles Total II | - | - | - | - | - |
| Immobilisations corporelles | Terrains | - | - | - | - | - |
| | Constructions | 5 374 | - | - | - | 5 374 |
| | Install. Tech., mat, outillage | 176 114 | - | - | - | 176 114 |
| | Install. générales, ag. Am. divers | 33 176 | - | - | - | 33 176 |
| | Matériel de transport | - | - | - | - | - |
| | Mat. bur, informatique, mobilier | 94 180 | 60 948 | -1 145 | - | 153 984 |
| | Immo. Corp. En cours | - | - | - | - | - |
| | Avances et acomptes | - | - | - | - | - |
| | Total III | 308 845 | 60 948 | -1 145 | - | 368 648 |
| Immobilisations financières | Participations | - | - | - | - | - |
| | Créances rattachées à des part. | - | - | - | - | - |
| | Autres titres immobilisés | - | - | - | - | - |
| | Prêts et autres immo. financières | 71 382 | - | - | - | 71 382 |
| | Total IV | 71 382 | - | - | - | 71 382 |
| Total général | | 380 227 | 60 948 | -1 145 | - | 440 030 |

2.1.2 États des amortissements

| Immobilisations | | Amortissements début (A) | Augmentations (B) | Diminutions (C) | Amortissements Fin (D) |
|-------------------------------|---|--------------------------------|-------------------|--------------------|------------------------------|
| Amortissements incorporels | Frais d'établissement Total I | - | - | - | - |
| | Autres amortissements incorporels Total II | - | - | - | - |
| Amortissements corporels | Terrains | - | - | - | - |
| | Constructions | 3 866 | 534 | - | 4 400 |
| | Install. Tech., mat., outillage | 148 129 | 12 066 | - | 160 195 |
| | Install. générales, ag. Am. divers | 32 250 | - | - | 32 250 |
| | Matériel de transport | - | - | - | - |
| | Mat. bur., informatique, mobilier | 78 717 | 10 524 | - 1 145 | 88 046 |
| | Immo. Grevées de droits | - | - | - | - |
| Total III | | 262 962 | 23 124 | - 1 145 | 284 941 |
| Total général | | 262 962 | 23 124 | - 1 145 | 284 941 |

2.2 Actif circulant

L'**actif circulant** est égal à **2 883 813 €uros**. Il se compose comme suit :

- D'**autres créances** dont :
 - 1 719 248 €uros liés aux subventions restant à recevoir ;
 - 173 €uros de créances clients.
- De **disponibilités** sur comptes bancaires pour 1 053 720 €uros ;

- De **charges constatées d'avance** diverses pour 110 672 €uros, correspondant exclusivement à la quote-part des charges 2023 présentes sur les factures datées de 2022. Leur répercussion sur le résultat est, donc, reportée à l'exercice ultérieur.

2.3 Fonds associatifs

2.3.1 Résultat de l'exercice

Le résultat de l'exercice clôturant le 31/12/2022 représente un excédent s'élevant à **13 309 €uros**.

2.3.2 Réserves et report à nouveau

| Avant répartition du résultat de l'exercice | | | Comptes annuels annexés au rapport du commissaire aux comptes |
|---|----------|-----------|--|
| Nature du report | Débiteur | Créditeur | |
| Réserves | | 400 000 | |
| Report à nouveau des activités propres de l'association | | 83 943 | |
| Solde | | 483 943 | |

2.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

| Variation des fonds propres | A l'ouverture | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou consommation | A la clôture |
|-------------------------------------|----------------|-------------------------|---------------|----------------------------|----------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves | 400 000 | | | | 400 000 |
| Report à nouveau | 42 363 | 41 580 | | | 83 943 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 41 580 | -41 580 | 13 309 | | 13 309 |
| Situation nette | 483 943 | 0 | 13 309 | 0 | 497 252 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | 20 000 | | 56 555 | 1 922 | 74 633 |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL | 503 943 | 0 | 69 864 | 1 922 | 571 885 |

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

2.4.1 Provisions pour reversement d'une subvention

Une provision pour reversement de subvention est comptabilisée dès qu'il apparaît probable qu'un ou plusieurs objectifs fixés dans la condition résolutoire ne pourront être atteints.

En 2022, trois provisions pour risque de reversement ont été comptabilisées :

- à hauteur de **254 534 €** au titre de la subvention FSE.
- à hauteur de **167 000 €** au titre des heures FAD de la subvention FSE.
- à hauteur de **270 000 €** au titre des subventions hors FSE.

La convention FSE / Région Réunion signée cette année notifie une subvention de participation de la Région Réunion au titre du programme de formations 2022 d'un montant global de 1 913 427 €. Cette notification précise que la participation de la Région est fixée à 195 984 € sur fonds propres.

2.4.2 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu être encore utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

À la clôture de l'exercice 2022, il n'y a pas eu de fonds dédiés.

2.4.3 Dettes

Les dettes s'élèvent au 31/12/2022 à **897 612 €uros**, dont :

- 266 790 €uros de dettes auprès des **fournisseurs**,
- 325 579 €uros de **dettes sociales**,
- 304 757 €uros d'autres dettes, dont :
 - o 303 653 €uros de **charges à payer**,
 - o 1104 €uros d'autres **dettes diverses**.

2.4.4 Faits marquants

L'association a reçu une notification des résultats définitifs du Contrôle de l'opération MDFSE n° 201801706 – Programme de formations E2CR 2018.

Compte tenu des acomptes déjà versés par la Région, le montant FSE et CPN à verser est de 0 € et il n'y a aucun reversement à effectuer de la part de l'association.

La Région a attribué une subvention d'investissement d'un montant de 56 555 € pour l'année 2022 permettant à l'association d'acquérir 85 ordinateurs fixes et 6 ordinateurs portables.

2.5 Compte de résultat

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

| | PRODUITS | CHARGES | TOTAL |
|-------------------------|--------------------|--------------------|-----------------|
| Résultat d'exploitation | 3 432 982 € | - 3 664 900 € | - 231 918 € |
| Résultat financier | 1 699 € | - | 1 699 € |
| Résultat exceptionnel | 446 689 € | - 203 162 € | 243 527 € |
| Impôt sur les sociétés | - | - | - |
| Fonds dédiés | - | - | - |
| TOTAL | 3 881 371 € | 3 868 062 € | 13 309 € |

2.5.1 Ventilation des produits d'exploitation

Les produits d'exploitation sont composés de :

| | |
|--|-------------|
| 3 Subventions ⁽¹⁾ | 3 254 139 € |
| 4 Contributions reçues au titre de la taxe d'apprentissage | 157 340 € |
| 5 Divers | 21 503 € |

Soit un total de **3 432 982 €**uros.

(1) Détail des subventions :

| | |
|------------------------|-------------|
| - Région fonds propres | 195 984 € |
| - FSE/ Région CPN | 1 913 427 € |
| - CAF | 100 000 € |
| - État - DEETS | 914 728 € |
| - État - ANCT | 130 000 € |

2.5.2 Ventilation des charges d'exploitation

Les charges d'exploitation sont réparties comme suit :

| | |
|---------------------------------------|-------------|
| Achats et charges externes | 817 195 € |
| Impôts et taxes | 68 289 € |
| Charges de personnel | 1 487 678 € |
| Charges sociales | 552 352 € |
| Dotation aux amortissements | 23 124 € |
| Dotations pour provision pour risques | 691 534 € |
| Autres charges de gestion courante | 24 727 € |

Soit un total de **3 664 900 €**uros.

2.5.3 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraire du commissaire aux comptes :

| | Montant |
|--|--------------|
| Au titre de la mission de contrôle légal des comptes | 10 100 €uros |
| Total honoraire | €uros |

Retraitement des produits et charges sur exercices antérieurs*Comptes annuels annexes au rapport
du commissaire aux comptes*

| | |
|--|---------------------|
| - Résultat brut de l'année : | 13 309 € |
| - Déduction des produits sur exercices antérieurs : | 0 € |
| - Réintégration des charges sur exercices antérieurs : | 0 € |
| | ----- |
| Résultat net corrigé de l'exercice 2022 de | 13 309 Euros |

Autres informations sur la continuité d'exploitation

Comme indiqué dans les règles et méthodes comptables appliquées, les comptes annuels ont été établis dans le cadre de la continuité d'exploitation et de la poursuite de l'activité.

Nous maintenons l'accueil des effectifs à 660 jeunes et la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

La convention pluriannuelle avec la DEETS qui doit être renouvelée pour une durée de **3 ans** est en cours d'élaboration, la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause.

3 Informations relatives à la fiscalité

3.1 Impôt sur les bénéfices

3.1.1 Ventilation de l'origine de l'IS

L'association E2CR n'a pas eu de placements bancaires en 2022, en l'occurrence cela n'a pas engendré de calcul sur les revenus de capitaux mobiliers, donc pas d'impôts sur les sociétés à payer.

4 Informations diverses

4.1 Contributions volontaires

L'E2CR a reçu, en 2022, les contributions volontaires suivantes :

- Prestations gratuites,
- Bénévolat,
- Dons, Mécénat.

Disposant d'informations fiables à ce propos, une valorisation dans un journal d'opérations bénévoles a été opérée pour les montants suivants :

| | TOTAL EXERCICE | OUEST | EST | SUD | NORD | DIRECTION |
|--------------------------|-------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|
| Bénévolat | 31 700 € | - | - | - | - | 31 700 € |
| Dons | 0 € | | | | | 0 € |
| Prestations en nature | 12 080 € | 4 192 € | 2 122 € | 4 089 € | 1 677 € | - |
| Mécénat | 10 681 € | - | - | - | - | 10 681 € |
| TOTAL | 72 070 € | 2 887 € | 2 072 € | 3 617 € | 1 375 € | 62 120 € |

La valorisation est réalisée sur la base d'heures effectuées par chaque bénévole.

L'heure de bénévolat a été évaluée à 17,11 €uros (*aligné sur le calcul du Réseau E2C France*).

Enfin, les heures de bénévolat effectuées par les **membres du bureau** de l'association ont été valorisées à 100 € de l'heure.

4.2 Effectif au 31/12/2022

| Catégorie de salariés | Nombre d'employés |
|-----------------------|-------------------|
| Cadres | 11 |
| Techniciens | 35 |
| Apprentie | 2 |
| TOTAL | 48 |

| Type de contrats | Nombre d'employés |
|------------------|-------------------|
| CDI | 35 |
| CDD | 13 |
| TOTAL | 48 |

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

4.3 Rémunération de la Directrice

FONCTION

Directrice générale

RÉMUNÉRATION BRUTE ANNUELLE

64 643 €

4.4 Procédures encourues en 2022 :

Néant.

4.5 Litiges en cours à la date de clôture

Le 02 décembre 2019, par courrier du cabinet « KerAvocats », M. ASSOUMANI Joël, ancien délégué du personnel, a assigné l'E2CR au Conseil des Prud'hommes afin que celui-ci prononce la résiliation de son contrat de travail aux torts exclusifs de l'école.

Par décision du Conseil de Prud'hommes en date du 16 novembre 2021, l'ancien salarié a été débouté en premier ressort de l'intégralité de ses demandes.

Il est à noter que M. ASSOUMANI a interjeté appel en date du 24 novembre 2021 auprès de la Cour d'appel de Saint-Denis et communiqué ses dernières conclusions d'appelant en date du 15 novembre 2022. L'ordonnance de clôture de l'instruction a été rendue en date du 5 décembre 2022 reçue le 9 décembre 2022 et l'affaire renvoyée pour être plaidée à l'audience collégiale.

Conformément au Code de procédure civile, le dossier de l'E2CR a été déposé 15 jours avant l'audience devant la Cour d'appel qui s'est tenue le 14 mars 2023.

Le délibéré sera rendu le 25 mai 2023.

Ce risque continue à être évalué à 30 K€ au 31/12/2022 dans les comptes de l'E2CR.

Annexe aux comptes annuels

En date du 24 janvier 2021, après enquête, M. BARDOMON Jean-Pierre, formateur référent, a été licencié pour faute grave en raison de propos déplacés à caractère sexuel tenus dans l'exercice de ses fonctions et des cours informels dispensés sans l'autorisation de sa hiérarchie.

Le 23 février 2022, par courrier du cabinet « SCP MOREAU – NASSAR – HAN KWAN », M. BARDOMON Jean-Pierre, a assigné l'E2CR au Conseil des Prud'hommes pour licenciement sans cause réelle et sérieuse.

Par décision du Conseil de Prud'hommes en date du 9 février 2023 reçue le 28 février 2023, l'ancien salarié a été débouté en premier ressort de l'intégralité de ses demandes et condamné à payer à l'association E2CR la somme de 1€ symbolique pour Procédure abusive et la somme de 1500€ au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

L'E2CR confirme ne pas avoir reçu de courrier d'appel en recommandé du salarié au 17 avril 2023.

Comptes annuels annuels et rapport
du commissaire aux comptes